

Flexibilité du dirham

LE JOUR J EST ENFIN ARRIVÉ

● Les modalités du nouveau régime de change seront présentées aujourd'hui au Conseil de gouvernement. Le ministre de l'Économie et des finances, Mohamed Boussaïd et le wali de Bank Al-Maghrib, Abdellatif Jouahri, donneront une conférence de presse commune en milieu d'après-midi.

Chose promise, chose due. Lors de sa dernière sortie à l'issue du dernier Conseil de Bank Al-Maghrib (BAM), le gouverneur Abdellatif Jouahri avait promis de lever le voile sur les détails du nouveau régime de change avant la fin du mois de juin. Le passage d'un mode de cotation fixe à celui flexible devrait être formellement entériné en Conseil de gouvernement aujourd'hui à Rabat. Accompagné du ministre de l'Économie et des finances, le wali de BAM donnera une conférence de presse où il sera question de présenter les détails techniques et opérationnels de la très attendue réforme du régime de change marocain, en particulier le mode d'intervention de BAM sur le marché des changes, les nouveaux instruments de couverture et surtout la marge de fluctuation de la bande de fluctuation du dirham. Si l'on sait aujourd'hui que la composition du panier de cotation du dirham (60% en euros et 40% dollars) à l'origine de la détermination du cours central de BAM restera intacte lors de la migration, la largeur du tunnel au sein duquel flottera le dirham reste la grande inconnue de la réforme. Les autorités monétaires ont néanmoins promis que la nouvelle bande de flottement du dirham sera dans une première étape étroitement proche du schéma en vigueur avant la réforme qui limite la variation maximale à 0,6% (0,3% à la hausse et 0,3% à la baisse). Craint par les opérateurs économiques, des importateurs pour l'essentiel, le scénario d'une dévaluation du dirham

précédant la flexibilité a été formellement rejeté par les autorités monétaires après une série d'attaques soupçonnées spéculatives auxquelles le dirham a dû faire face ces dernières semaines, se traduisant par une forte chute des réserves de change au point de susciter l'ire du gouverneur de la Banque centrale. Se sentant trahi et touché dans la crédibilité de l'institution qu'il représente, Jouahri a d'ailleurs ordonné une inspec-

Une campagne de communication institutionnelle sera lancée pour sensibiliser aussi le grand public.

tion auprès des banques, en coordination avec les services de l'Office des changes. Rien ne filtre pour le moment quant à la nature des infractions commises. Relèvent-elles de la loi bancaire ou bien de la réglementation des changes ? Seront-elles sanctionnées ou bien se contentera-t-on, comme le laisse entendre la rumeur, d'un «gentleman's agreement», histoire de limiter la casse? Jouahri a en tout cas déjà laissé insinuer que le fait de perdre 44 MMDH de réserves de devises en si peu de temps et à quelques jours du lancement du nouveau régime porte un coup dur à l'image de la réforme auprès des observateurs internationaux. D'où la nécessité de communiquer le plus tôt possible sur les résultats de la mission d'inspection. Cela

aura aussi le mérite de rassurer davantage le grand public laissé jusqu'ici à l'écart du débat et de la communication sur la flexibilité. Pourtant, celle-ci semble bien concerner et intéresser toute la population, sans exception.

La communication incontournable

Pour une fois, voilà un sujet économique voire monétaire d'une extrême complexité qui suscite l'intérêt d'un large public. La flexibilité du dirham est au cœur des débats, notamment sur les réseaux sociaux où l'on trouve surtout des commentaires prédisant le chaos généralisé à l'économie et au pouvoir d'achat des citoyens. Certains «économistes» ont surfé sur la vague pour véhiculer des prévisions alarmistes sans preuves empiriques tangibles. Pour semer la panique, il leur aura suffi de citer l'exemple de l'Égypte qui a vu sa monnaie se déprécier de 40% au lendemain de la flexibilisation de la livre en décembre dernier. Même s'il a été rejeté par les autorités, le scénario d'une certaine mainmise du FMI qui aurait imposé la migration a tendance à dramatiser la situation en y ajoutant une bonne dose de sensationnalisme. Ces derniers jours, certains médias se font l'écho d'un mouvement de panique aggravé par une forte demande de devises sur le marché parallèle. La désinformation a atteint son summum chez quelques supports imaginant même une raréfaction du billet

de 500 euros sous l'effet de la flexibilité, omettant le fait que celui-ci se fait même à Francfort où siège la BCE qui a décidé, cela fait plus d'un an, de ne plus imprimer les billets de 500 euros pour combattre les activités illicites. Contactés par nos soins, les principaux animateurs du marché «noir» qui s'activent au vu et au su des autorités en plein centre de Casablanca démentent ces allégations et assurent que leur business continue de fonctionner normalement, toujours en se référant à la fourchette fixée par BAM, sans avoir la moindre visibilité quant aux contours du nouveau régime. Le même constat reste valable du côté des bureaux de change malgré les quelques rencontres de sensibilisation organisées au profit de leur association professionnelle. «En tant qu'intermédiaires entre le client final et les banques, nous ignorons encore l'impact sur nos méthodes de travail, sur notre marge bénéficiaire et sur le taux appliqué pour la cession de devises aux banques», souligne Charaf Benani, membre de ladite association. Tous ces aspects seront vraisemblablement dévoilés lors de la rencontre de presse prévue aujourd'hui après le feu vert du Conseil de gouvernement. Une campagne institutionnelle sera lancée par la même occasion en vue de sensibiliser le grand public avec des spots TV en darja et en amazigh, entre autres.

PAR **WADIE EL MOUDEN**
w.elmouden@leseco.ma

